



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Egalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 05/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



DEPAUL

CD404

Lieu dit la Fontaine Rouge
77410 ANNET-SUR-MARNE

Références : E/22-2546
Code AIOT : 0006524273

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement DEPAUL implanté CD 404 Lieu dit la Fontaine Rouge 77410 ANNET SUR MARNE. L'inspection a été annoncée le 27/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection intervient dans le cadre des inspections systématiques initiales dites de récolement, réalisées dans un délai de 6 mois après la mise en service d'une nouvelle installation après délivrance de l'arrêté d'enregistrement. Elle intervient également dans le cadre de l'action nationale "Traçabilité des terres excavées" qui a pour objet de vérifier le respect des obligations relatives à la traçabilité des terres excavées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPAUL
- CD 404 Lieu dit la Fontaine Rouge 77410 ANNET SUR MARNE
- Code AIOT : 0006524273
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DEPAUL bénéficiait de la preuve de dépôt n° A-9-7 VOUWMOJI du 6 décembre 2019 dans les limites des rubriques n° 2716-2, 2515-1-b, 2517-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour l'exploitation d'une installation de transit matériaux issus de travaux de démolition et de construction dans le périmètre de la plate-forme technique de « la Fontaine rouge » à Annet-sur-Marne (77410).

La société DEPAUL a déposé le 9 novembre 2020 un dossier de demande d'enregistrement relatif à l'extension de ses activités exercées sur la plate-forme technique du lieu-dit « La Fontaine Rouge » à Annet-sur-Marne. Cette demande a été enregistrée par arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/050 du 25 mai 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En dehors des points de contrôles prévus, l'inspection des installations classées a constaté l'absence de séparation d'aire d'entreposage de 3 tas des terres de provenances différentes. L'exploitant a indiqué que les analyses ont montré que ces lots de terres possédaient les mêmes caractéristiques. Cependant pour assurer la bonne traçabilité des différents lots, l'inspection des installations classées a demandé que l'entreposage des lots de provenances différentes soit réalisé sur des aires distinctes même si les terres présentaient les mêmes caractéristiques.

Par courrier du 25 novembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les justificatifs de séparation des lots précités. L'inspection note que la séparation peut être améliorée pour les prochains entreposages avec une distance de séparation plus importante entre les lots. L'exploitant a confirmé par courrier électronique du 5 décembre 2022 que la séparation desdits lots étaient réalisées dans l'attente de leur évacuation qui était en cours. Par ailleurs il a confirmé que l'entreposage des prochains lots sera fait sur des aires bien distinctes.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées n'a constaté aucune problématique associée au trafic lié à l'accès à l'établissement au cours du contrôle qui a été réalisé entre 09h00 et 12h10.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 23	/	Sans objet
2	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 50	/	Sans objet
3	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51	/	Sans objet
4	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	/	Sans objet
5	Document préalable à la livraison	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	/	Sans objet
6	Admissibilité des déchets - Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III	/	Sans objet
7	Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-I	/	Sans objet
8	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
10	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	/	Sans objet
11	Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-43-1	/	Sans objet
12	Traçabilité des terres excavées – bordereaux électroniques	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	/	Sans objet
13	Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques	Arrêté Ministériel du 24/05/2021, article article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que la société DEPAUL respectait globalement les prescriptions contrôlées. Par ailleurs, l'exploitant doit mettre en place un programme de vérification périodique du bon fonctionnement de la vanne d'isolement du site. Par courrier du 25 novembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un programme de vérification de la vanne d'isolement à fréquence trimestrielle. Il a également transmis le justificatif du bon fonctionnement de la vanne.

L'inspection a également constaté que l'exploitant avait une parfaite connaissance des obligations relatives à la traçabilité des terres excavées.

L'inspection des installations classées note que le rapport des résultats des mesures des émissions sonores prévues fin décembre lui sera transmis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé. III. Rétention et confinement Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et des écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci

soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

IV. Isolement des réseaux d'eau.

Le circuit nécessaire à la réutilisation des eaux industrielles telle que prévue au dernier alinéa de l'article 25 est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel des eaux réutilisées, est prévu.

Constats : L'inspection a constaté que le bassin de rétention prévu dans le dossier d'enregistrement a été mis en place. L'exploitant a indiqué que le volume de ce bassin a été porté à environ 800 m³ contre 535 m³ prévu initialement. L'exploitant a expliqué qu'il a été remarqué une montée des eaux de la nappe sous-jacente au droit du bassin. Ces eaux soulevaient la bâche étanche du bassin. Aussi pour ne pas altérer la bâche par la pression des eaux, des soupapes antiretour ont été installées. Elles permettent à l'eau de nappe de pénétrer au travers la bâche tout en bloquant son retour. Aussi le volume de bassin a été agrandi pour permettre d'absorber le volume d'eau de la nappe.

L'inspection a également constaté la mise en place d'une vanne d'isolement afin de retenir l'eau du bassin en cas d'accident. Aucun programme de maintenance n'est prévu. L'exploitant s'est engagé à mettre en place un programme de vérification périodique du bon fonctionnement de la vanne.

Par courrier électronique du 25 novembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le programme d'entretien de la vanne d'isolement programmé à une fréquence trimestrielle. Il a également transmis par le même courrier le justificatif de vérification du fonctionnement de ladite vanne réalisé le 25 novembre 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 50

Thème(s) : Risques chroniques, autre

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production et des superficies susceptibles d'émettre des poussières.

La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Cette périodicité peut être aménagée en fonction des conditions climatiques locales (vitesse moyenne et directions des vents dominants saisonniers, pluviométrie, ensoleillement).

Constats : La campagne d'analyse des retombées atmosphériques a été effectuée en octobre 2022. Le rapport des résultats conclue que l'impact des installations est très limité.

L'inspection a noté qu'un contrat a été établi avec l'organisme vérificateur pour une intervention trimestrielle. La prochaine campagne est prévue le 31 janvier 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie à l'annexe du présent arrêté ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié en limite de propriété et de zone à émergence réglementée.</p> <p>Constats : Les dernières mesures des émissions sonores ont été effectuées le 5 octobre 2020 au niveau de toute la plateforme. Le rapport des résultats indique que les installations sont conformes.</p> <p>L'inspection des installations classées a noté que suite à l'enregistrement des activités de la société DEPAUL, une nouvelle campagne de mesures est prévue fin décembre.</p> <p>Le rapport des résultats sera transmis à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Situation administrative, autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les procédures mises en place dans le cadre des activités de la société DEPAUL préalablement à l'admission des déchets</p>

jusqu'à l'envoi du déchet à l'exutoire final.
Par sondage aléatoire, l'inspection a procédé au contrôle de certains CAP. Aucune remarque n'a été soulevée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Document préalable à la livraison

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Situation administrative, autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p> <p>Constats : L'exploitant a mis une place une fiche d'identification des déchets préalable à la livraison. Cette procédure permet de satisfaire l'ensemble des exigences réglementaires.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a mis à jour l'ensemble de ses procédures afin de satisfaire aux exigences de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Admissibilité des déchets - Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III
Thème(s) : Risques accidentels, autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;
Constats : Le registre tenu par l'exploitant comprend toutes les informations requises.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Admissibilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-I
Thème(s) : Risques accidentels, autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
Constats : Le portique de radioactivité a été contrôlé le 19 octobre 2022. Le rapport des résultats indique que le système est conforme après intervention. Par ailleurs, l'inspection des installations a constaté que l'aire d'isolement des chargements radioactifs est mise en place et bien signalée sur la plateforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Accessibilité L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : L'inspection a constaté que la voie engin dédiée aux services d'incendie et de secours est bien dégagée et permet facilement l'accès à la plateforme.
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.
Constats : L'inspection a constaté la mise en place de la réserve incendie de 120 m ³ prévue dans le dossier d'enregistrement. Cette réserve est munie d'une aire d'aspiration accessible. Le bâtiment comprenant les bureaux est équipé d'extincteurs et de systèmes d'alarme. Le plan de l'installation est affiché à l'accueil. L'exploitant dispose également d'un plan indiquant les stocks réels disposés sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté qu'aucun rejet n'est effectué dans le milieu naturel. Les eaux collectées et traitées dans les débourbeurs-déshuileurs sont réutilisées sur site (aire de lavage, fabrication du ciment, ...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-43-1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Traçabilité des terres excavées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments.

Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant dispose d'un profilé sur le Registre national des Déchets, des Terres excavées et sédiments (RNDTS).

L'inspection a également constaté que l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets, conformément à l'article R. 541-43-1 du Code de l'environnement.

De plus, l'exploitant a précisé à l'inspection qu'en présence d'un nombre conséquent de déclaration à réaliser chaque jour, il était dans l'attente de l'API en cours de développement et qui permet une importation directe des déclarations dans RNDTS. L'exploitant a précisé que, conformément à la période de tolérance rendant obligatoire la rentrée des données au 1^{er} janvier 2023, celui-ci sera bien renseigné au 31 décembre 2022 au plus tard.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Traçabilité des terres excavées – bordereaux électroniques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45

Thème(s) : Actions nationales 2022, Traçabilité des terres excavées

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.

Constats : L'installation ne reçoit aucun déchet dangereux. Toutes les analyses sont effectuées préalablement à la réception du déchet.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait une parfaite connaissance de l'obligation de réaliser les bordereaux de suivi de déchets (BSD) des déchets dangereux dans l'application Trackdéchets.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/05/2021, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2022, Traçabilité des terres excavées

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le registre des terres excavées entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'installation : la date de réception ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des terres excavées ;
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
- la quantité de terres excavées en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées sont gérées par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées ;
- lorsque les terres excavées sont valorisées en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection une extraction du registre des terres excavées admises sur site. Par sondage aléatoire l'inspection a constaté que les informations saisies comprenaient les éléments définis à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021...

L'inspection a constaté que les lots ayant fait l'objet du contrôle aléatoire ne comprenait aucun déchet POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

